

De retour des tranchées

Renégociation des formes du consentement patriotique, brouillage des repères entre le vrai et le faux et mise à l'épreuve de la République : ce sont les trois dimensions qu'explore Christophe Prochasson dans l'ouvrage qu'il consacre au débat historiographique sur la guerre de 14-18.

Recensé : Christophe Prochasson, *14-18. Retours d'expériences*, Paris, Tallandier, 2008.

Quatre-vingt-dix ans après l'armistice de 1918, l'actualité éditoriale témoigne de l'engouement du public français pour l'histoire de la Première Guerre mondiale. Devant les piles d'ouvrages, livres d'art et témoignages en tous genres proposés par les libraires et éditeurs, le lecteur même attentif pourrait aisément manquer ce petit volume publié par les éditions Tallandier. Historiens et amateurs éclairés seraient pourtant bien inspirés de l'extraire de ce foisonnement éditorial. Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et spécialiste d'histoire intellectuelle, Christophe Prochasson livre en effet dans ce *14-18. Retours d'expériences* une collection d'essais et d'articles qui constitue une excellente contribution au débat historiographique.

L'ouvrage rassemble dix études précédemment parues dans des revues scientifiques ou ouvrages collectifs, augmentées d'un chapitre inédit (chapitre IV : « Sur les atrocités allemandes »), d'une introduction et d'un épilogue. Ces études sont rassemblées en trois parties. La première est consacrée aux avancées comme aux difficultés soulevées par l'histoire culturelle de la Grande Guerre. Les récents débats et controverses historiographiques s'y taillent, sans surprise, la part du lion. Vient ensuite une partie

consacrée à la question du témoignage de guerre avant que l'ouvrage se termine par un retour de l'auteur dans le champ où il fit ses premières armes, l'histoire intellectuelle de la Première Guerre mondiale.

Consentir

Comment les Français ont-ils tenu ? Cette question simple et lancinante reste à l'origine et au cœur d'un débat qui n'est plus désormais du ressort exclusif des historiens. Le rapport consentement/contrainte demeure toutefois au centre de la controverse qui, depuis une dizaine d'années, agite le landernau des historiens de la Grande Guerre. Soucieux de battre en brèche la domination à leurs yeux induite de l'histoire culturelle promue par le Centre de recherche de l'Historial de la Grande Guerre, une équipe de chercheurs réunis au sein du CRID 14-18 s'applique avec constance à rejeter toute interprétation soulignant le consentement patriotique de la société française à la Première Guerre mondiale¹. Le feu de leur critique se concentre sur la notion de « culture de guerre » élaborée par Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker. Pour ces derniers, en effet, le consentement des Français à la guerre se traduit notamment par un surinvestissement dans la nation, soutenu par un système de représentations unifié et indissociable de la violence subie – comme infligée – sur le champ de bataille.

Cette controverse, qui a rebondi à nouveau en décembre dernier sur *La Vie des Idées*, a froissé bien des susceptibilités académiques sans offrir d'avancée historiographique tangible. Bien qu'elle ait déjà fait l'objet de plusieurs articles, cette controverse attend toujours l'historien(ne) qui voudra bien en éclairer les enjeux institutionnels, politiques et médiatiques².

Trois brèves remarques paraissent toutefois s'imposer. Les parties en présence seraient bien inspirées de porter leur regard au-delà des frontières nationales où, disons-le clairement, ce débat laisse perplexe et quelque peu amusé devant une autre de ces querelles franco-françaises. Nul en effet ne saurait sérieusement y nier le consentement des Européens à la

¹ Voir l'article publié le 10 décembre 2008 dans *La Vie des Idées* par François Buton, André Loez, Nicolas Mariot et Philippe Olivera, « 1914-1918 : retrouver la controverse » (<http://www.laviedesidees.fr/1914-1918-retrouver-la-controverse.html>).

² J.M. Winter, « P vs C: The Still Burning Anger when the French Talk of the First World War », *Times Literary Supplement*, 16 juin 2006 ; L.V. Smith, « The “Culture de guerre” and French Historiography of the Great War of 1914–1918 », *History Compass*, 5: (6), 2007, p. 1967-1979 ; P. Purseigle, « A very French debate: the 1914 – 1918 “war culture” », *Journal of War and Culture Studies*, 1: (1), 2008, p. 9-14.

guerre. Voilà bien d'ailleurs toute la tragédie de la Grande Guerre. L'analyse des mécanismes des mobilisations nationales n'est certes pas épuisée par les invocations de la « culture de guerre » dont les usages critiques ne sont pas l'apanage du seul CRID. L'évocation, par ailleurs, d'un improbable « paradigme du consentement » et d'une tout aussi improbable « école de Péronne » méconnaît à l'évidence la diversité des approches comme les désaccords naturellement et cordialement assumés parmi les chercheurs associés au Centre de recherche de l'Historial de la Grande Guerre.

Malvenus et infondés, les reproches curieusement faits à Jean-Yves Le Naour trahissent évidemment la nature proprement existentielle d'une controverse dont le CRID est né. Son affaiblissement priverait peut-être ce collectif de sa raison d'être. Au-delà des stratégies institutionnelles et médiatiques déployées par le CRID avec un talent et un succès remarquables, la posture de François Buton, André Loez, Nicolas Mariot, et Philippe Olivera est tout de même surprenante. Les historiens de la Grande Guerre ne leur devraient en effet rien de moins que la découverte des sciences sociales et des catégories de la sociologie !

Il y aurait pourtant fort à dire sur les limites d'une approche qui dénonce à mots couverts un consentement qui ne serait que le cache-sexe d'un néolibéralisme effarouché. Pourtant, tout un pan de la sociologie historique anglo-saxonne a établi qu'il était vain d'opposer de la sorte délibération contractuelle et conflit social. Charles Tilly, notamment, démontra que l'émergence des citoyennetés modernes est au contraire indissociable de constructions étatiques nées pour et par la guerre et que la conflictualité n'est pas seulement une des formes mais une des conditions de la délibération démocratique³.

Dans ces *Retours d'expérience*, Christophe Prochasson, lui-même associé aux travaux de l'Historial de la Grande Guerre, s'efforce de s'extraire de la polémique – sans toujours y parvenir – pour relancer un débat évidemment légitime. À fort juste titre, il souligne notamment le caractère pluriel de la culture de guerre et les « multiples facettes, parfois contradictoires » (p. 64) d'un système de représentations forgé en réponse aux « conditions nouvelles imposées par la guerre » (p. 58). En revenant aux premières analyses d'Audoin-

³ C. Tilly, *Coercion, Capital, and European States, AD 990-1990*, Oxford, Cambridge (MA), Basil Blackwell, 1990, p. 269 ; C. Tilly, « Citizenship, identity, and social history », in C. Tilly (dir.) *Citizenship, Identity, and Social History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 1-17 ; C. Tilly, *Contention and Democracy in Europe, 1650-2000*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

Rouzeau et Becker⁴, Prochasson retrouve les nuances que les intentions paradigmatiques de leur *14-18. Retrouver la guerre* avaient gommées. Il rappelle ainsi que le consentement à la guerre n'est nullement synonyme d'enthousiasme patriotique ; une distinction que Jean-Jacques Becker établit dès 1977 mais sur laquelle, devant les amalgames polémiques, il est aujourd'hui encore nécessaire d'insister⁵.

Relevant la complexité et l'ambivalence inhérente au consentement à la guerre, Prochasson définit le consentement comme « une acceptation négociée de la guerre, non [comme] une adhésion enthousiaste et univoque » (p. 128)⁶. Ici, l'analyse s'appuie sur les excellents travaux de jeunes chercheurs qui, tels Charles Ridet ou Emmanuel Saint Fuscien, se préoccupent à l'évidence moins de postures académiques que des avancées de la science historique⁷. L'auteur eût toutefois trouvé dans l'histoire du mouvement ouvrier de quoi asseoir définitivement sa démonstration. Jean-Louis Robert montra ainsi brillamment comment les ouvriers parisiens (évoqués toutefois p. 126) concilièrent militance, mobilisation syndicale et consentement à la défense nationale⁸. Prochasson laisse finalement à Léon Werth le soin de définir le programme d'une histoire du consentement à la guerre, attentive aux formes de mobilisation comme aux mécanismes de domination : « On ne voit dans la guerre nulle trace d'une volonté populaire. Mais on y voit partout les marques de l'obéissance populaire »⁹.

Reprenant à son compte le programme défini par Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, Prochasson met fort justement en garde contre les risques associés à l'émergence d'un paradigme historiographique, tel que la « culture de guerre » :

« L'un des plus grands dangers encourus par un mouvement de renouveau intellectuel est de s'enliser dans la répétition, d'institutionnaliser la nouveauté et d'en faire comme une espèce de spécialité

⁴ S. Audoin-Rouzeau, « Violence et consentement : la “culture de guerre” du premier conflit mondial », in J.-P. Rioux et J.-F. Sirinelli, *Pour une histoire culturelle*, Paris, Seuil, 1997, p. 251-270.

⁵ J.-J. Becker, *1914 : Comment les français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de la FNSP, 1977.

⁶ L'histoire comparée des mobilisations sociales rejoint ici C. Prochasson. Voir la perspective développée dans P. Purseigle, « Warfare and Belligerence. Approaches to the First World War », in P. Purseigle (dir.), *Warfare and Belligerence. Perspectives in First World War Studies*, Boston, Leiden, Brill, 2005, p. 1-37.

⁷ C. Ridet, *Les Embusqués*, Paris, Armand Colin, 2007 ; E. Saint Fuscien, *Obéissance et autorité dans l'armée française de 1890 à la fin de la Première Guerre mondiale : discours et pratiques*, thèse de doctorat, EHESS, 2008.

⁸ J.-L. Robert, *Ouvriers et mouvement ouvrier parisiens pendant la Grande Guerre et l'immédiat après-guerre*, doctorat d'État, Université Paris I – Sorbonne, 1989 et *Les Ouvriers, la Patrie, et la révolution. Paris, 1914-1919*, Paris, Annales littéraires de Besançon/Les Belles Lettres, 1995.

⁹ *Journal du Peuple*, 3 avril 1918.

professionnelle au risque de transformer celle-ci en dogme, bref, de sombrer dans l'aveuglement de toutes les orthodoxies et de toutes les routines qu'on a précisément voulu combattre » (p. 67).

Deux éléments constitutifs de ce paradigme eussent toutefois mérité plus amples développements critiques. L'évocation insistante du caractère matriciel de la culture de guerre conduit d'abord à sous-estimer l'importance d'évolutions de longue durée telles que la nationalisation des masses européennes et l'affermissement de la domination étatique. L'usage systématique, ensuite, de la notion de « brutalisation » empruntée à George Mosse fait peu de cas des critiques apportées à l'entreprise comparative de l'historien des fascismes¹⁰. Certes, la nature de l'ouvrage ne se prêtait guère à ce type de discussions qui, par ailleurs, ne se situent qu'à la périphérie des travaux de l'auteur. Pourtant, le chapitre consacré aux atrocités allemandes, appuyé sur l'étude magistrale de John Horne et Alan Kramer¹¹, rappelle à mon sens combien il est nécessaire de maintenir une distinction analytique entre le franchissement indéniable des seuils de violence constatés dès le mois d'août 1914 et la construction culturelle et sociale de cette violence de guerre. Cette distinction nous garde en effet des risques de prolepse historiographique qu'induit une transposition quelque peu mécanique des analyses de Mosse¹².

À bien des égards, le propos de Christophe Prochasson pâtit surtout des faiblesses d'une historiographie française qui, en dépit des avancées récentes, a quelque peu négligé des questions conventionnelles mais néanmoins essentielles. Les faiblesses structurelles et intellectuelles de l'histoire militaire française, notamment, apparaissent de manière flagrante devant le dynamisme des chercheurs britanniques, américains ou allemands. Les aspects tactiques, opérationnels et logistiques de la Grande Guerre des armées françaises demeurent comparativement mal connus. De même, l'histoire sociale de la Première Guerre mondiale est elle aussi relativement négligée, au moment où l'analyse des conflits sociaux et des relations industrielles apparaît plus pertinente que jamais. L'histoire politique, enfin, comme le rappelle Prochasson, demeure à la traîne. Les travaux de Fabienne Bock ou Thierry Bonzon sont ici proprement exceptionnels¹³. L'histoire de l'État et des services publics français en temps de guerre reste ainsi encore largement à écrire.

¹⁰ G. Mosse, *Fallen Soldiers Reshaping the Memory of the World Wars*, New York, Oxford, Oxford University Press, 1990. Voir le compte rendu d'Antoine Prost, « The impact of war on French and German political cultures », *The Historical Journal*, 37, 1, 1994, p. 209-217.

¹¹ J. Horne, A. Kramer, *German Atrocities, 1914. A History of Denial*, New Haven, London, Yale University Press, 2001.

¹² P. Purseigle, *Warfare and Belligerence...*, *op. cit.*

¹³ F. Bock, « L'exubérance de l'État en France de 1914 à 1918 », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 3, 1984,

Témoigner

La seconde partie de l'ouvrage prolonge et approfondit le débat soulevé par la question du consentement. Articulée autour de la question du témoignage et de ses usages, elle permet au lecteur non-spécialiste d'aborder l'expérience de guerre sous un angle proprement novateur et initialement développé par Christophe Prochasson et Anne Rasmussen dans un ouvrage collectif paru en 2004¹⁴. Pour l'auteur, en effet, « l'état de guerre peut être analysé comme un régime d'incertitude pesant sur chacun » (p. 69). Prolongeant les analyses pionnières de Marc Bloch, Prochasson souligne que « l'état de belligérance [...] impose un autre régime à la raison et à la perception » (p. 94). Il invite ainsi les historiens à faire du mensonge de guerre, pour ainsi dire, un objet d'histoire. À ses yeux en effet, tous les usages, distorsions et instrumentalisation de l'information en temps de guerre révèlent une dimension essentielle de l'expérience du conflit. On saisit alors pleinement les vertus d'une critique historique que les notions de propagande et de « bourrage de crâne » sont loin d'épuiser. Les enjeux méthodologiques et épistémologiques de cette histoire culturelle de la Grande Guerre apparaissent ici clairement : autour de la question du témoignage se joue celle de l'administration de la preuve en histoire.

Ces remarques n'intéressent pourtant pas seulement les experts du culturel. Ainsi, l'analyse du système épistolaire mis en place durant le conflit démontre-t-elle toute l'importance de la gestion des correspondances, ressort sociopolitique indispensable aux sociétés belligérantes. L'attention portée aux correspondances et liens entre le front et l'arrière ébauche une topographie du consentement à la guerre ; un consentement négocié non seulement sur la ligne de front, mais également au sein du foyer familial comme des espaces intimes redéfinis et préservés en dépit de l'état de guerre¹⁵. L'étude des témoignages, correspondances et littératures de guerre permettent enfin de repenser l'opposition traditionnellement établie entre front et arrière et, par conséquent, de réévaluer l'importance de la parole féminine. Ici encore, ces remarques soulignent le retard d'une historiographie

p. 41-51 et *Un parlementarisme de guerre, 1914-1919*, Paris, Belin, 2002 ; T. Bonzon, *Les Assemblées locales parisiennes et leur politique sociale pendant la Grande Guerre (1912-1919)*, Université de Paris I, 1999. Notons toutefois la publication ce mois-ci, sous la direction de Fabienne Bock, d'un numéro de *Parlement(s). Revue d'histoire politique* (http://www.parlements.org/revueparlements.html#P_N10) consacré à la vie parlementaire pendant la Première Guerre mondiale.

¹⁴ C. Prochasson et A. Rasmussen (dir.), *Vrai et faux dans la Grande Guerre*, Paris, La Découverte, 2004.

¹⁵ Emmanuelle Cronier a livré, à travers l'histoire des permissionnaires, une remarquable étude des liens entre front et arrière. Voir E. Cronier, *L'Échappée belle : les permissionnaires du front à Paris pendant la Première Guerre mondiale*, Paris, Belin, 2009.

française qui, en dépit des travaux pionniers de Michelle Perrot et Françoise Thébaud, ne s'est pas saisie des progrès réalisés grâce à l'histoire des genres et des sexualités¹⁶.

Ciment de communautés belligérantes fragilisées par l'éloignement, la parole du temps de guerre est pour l'historien un matériau d'usage délicat. Si les questions de méthode sont indissociables des débats d'interprétation, la controverse historiographique a trop souvent confondu critique et mobilisation du témoignage. Refusant la « dictature du témoignage qu'on tente parfois [d']imposer » aux historiens (p. 110), Prochasson entreprend de replacer l'œuvre critique de Jean-Norton Cru au sein même de cette littérature de témoignage que l'ancien combattant souhaitait évaluer (chapitres VI et VIII). L'œuvre de Norton Cru est ainsi appréciée à l'aune des réflexions d'un autre vétéran de la Grande Guerre, Marc Bloch. Pour l'auteur, en effet, « le conflit ralentit [le] mouvement d'ouverture et de modernisation de la science historique » (p. 208).

Expérimenter

Fort logiquement donc, l'analyse de l'expérience de guerre débouche sur une étude des mécanismes de constitution des savoirs sur et pendant la guerre. L'expérimentation de temps de guerre prend ici toute sa place au cœur de l'expérience du conflit. Reprenant à son compte l'expression anglaise « *home front* » qu'il définit d'une manière trop étroitement domestique, Christophe Prochasson évoque l'émergence d'un troisième front, « celui de l'esprit », situé lui aussi à l'arrière des lignes de combat. Évoquant mobilisations intellectuelles et pratiques de la science, l'auteur est évidemment sur l'un de ses terrains de prédilection et la démonstration d'ensemble est, sans surprise, particulièrement solide. Le lecteur s'interroge toutefois sur la pertinence analytique de ce « troisième front ». L'engagement des intellectuels et des savants était-il, en effet, sur le « front de l'arrière »¹⁷, si différent d'autres mobilisations fondées sur des *habitus* professionnels ?

« La guerre, dans toutes les nations belligérantes, fut faite par tous et par chacun. On mit, comme on le pouvait, ses ressources et ses compétences à la disposition de la nation. Les intellectuels firent comme les autres. Ceux qui résistèrent furent une poignée » (p. 304).

¹⁶ On ne cesse ainsi de s'étonner du peu d'écho rencontré en France par l'excellente étude comparée de Susan Grayzel, *Women's Identities at War. Gender, Motherhood, and Politics in Britain and France during the First World War*, Chapel Hill et Londres, University of North Carolina Press, 1999.

¹⁷ Sur les « fronts de l'arrière », voir P. Purseigle, « 1914-1918 : Les combats de l'arrière. Étude comparée des mobilisations sociales en France et en Grande-Bretagne », in A. Duménil, N. Beaupré, C. Ingrao, *Expériences de guerre. 1914-1945*, Paris, A. Viénot, 2004, p. 131-151.

Loin de négliger cette « poignée » d'hommes et de femmes, Prochasson insiste sur l'importance que revêt à cet égard la Première Guerre mondiale, non seulement marquée par la mobilisation sans précédent des intellectuels, mais également par l'émergence d'une « figure nouvelle dans l'histoire de l'engagement des intellectuels : la dissidence » (p. 287). L'auteur déploie ainsi dans cet ouvrage un ensemble cohérent d'études plurielles dans lesquelles il parcourt des terrains familiers, et ouvre une série de pistes dont il convient à l'évidence de poursuivre l'exploration. On s'étonne, toutefois, du peu de place accordée à la République par celui qui codirigea le monumental *Dictionnaire critique de la République*¹⁸.

La République, bien sûr, n'est pas complètement absente des réflexions de l'auteur. Christophe Prochasson pose en ces termes la question du rapport entre belligérance et nature du régime politique : « Comment un régime libéral, dépourvu des armes de la terreur policière, peut-il obtenir des citoyens une contribution, ces derniers ne bénéficiant pas en retour de ses effets immédiats ? » (p. 153). En approchant de la sorte la question du consentement à « l'impôt du sang », Prochasson esquisse les contours d'une histoire de la citoyenneté du temps de guerre. Ces questionnements, familiers aux historiens de la Grande-Bretagne, inspirés là encore par l'histoire du genre¹⁹, ébauchent un programme de recherche susceptible de réconcilier des histoires sociales et culturelles du conflit artificiellement opposées. Les formes d'acceptation comme celles de résistance à l'État sont en effet les deux faces d'une même médaille.

« En disant que le patriotisme est en fin de compte pour chacun de nous une forme de sa volonté de justice nous ne croyons pas l'amoindrir ». Écrite en 1914, cette phrase de Georges Siméon (cité p. 132), fait écho au sentiment de ceux qui, en 1917 et 1918, par la grève et la mutinerie, réaffirmèrent les conditions et les limites de leur engagement dans la guerre²⁰. Trop souvent ignorées dans le fracas des passes d'armes académiques, les dimensions éthiques et politiques de la belligérance ne se livrent pleinement qu'à ceux qui situent les conflits sociaux au cœur des processus de mobilisation. En définitive, la victoire appartient aux régimes dont la culture politique et l'architecture institutionnelle leur permirent

¹⁸ V. Duclert et C. Prochasson (dir.), *Dictionnaire critique de la République*, Paris, Flammarion, 2002.

¹⁹ N. F. Gullace, *"The Blood of our Sons". Men, Women, and the Renegotiation of British Citizenship during the Great War*, New York, Basingstoke, Palgrave, 2002.

²⁰ J. Horne, « "L'impôt du sang": Republican rhetoric and industrial warfare in France, 1914-1918 », *Social History*, 14, 2, 1989, p. 201-223 ; L. V. Smith, *Between Mutiny and Obedience. The Case of the French Fifth Division during World War I*, Princeton, Princeton University Press, 1994.

de mettre les ressources morales et matérielles de la nation au service de l'effort de guerre, tout en absorbant les tensions sociales nées de la défense nationale²¹.

Au terme de cette lecture, les historiens de la Grande Guerre sauront gré à Christophe Prochasson d'avoir rassemblé des études importantes et jusqu'ici éparses. Le volume ainsi formé constitue une belle contribution au débat historiographique et une invitation à dépasser des postures trop familières.

Texte paru dans laviedesidees.fr, le 5 février 2009

© laviedesidees.fr

²¹ J. M. Winter, et J.-L. Robert (dir.), *Capital Cities at War : London, Paris, Berlin, 1914-1919*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997 ; J. M. Winter et J.-L. Robert, (dir.), *Capital Cities at War. Paris, London, Berlin, 1914-1919*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.